



## Surmonter les obstacles institutionnels pour l'entrepreneuriat social

*Rapport National*

# Belgique

### Information du projet

Acronyme du projet :	SERCo
Titre du projet :	Entrepreneuriat social pour les communautés Roms
Numéro de l'accord :	JUST / 2014 / RDIS / AG / DISC / 8096
Site du projet :	<a href="http://www.serco-project.eu">www.serco-project.eu</a>
Partenaire auteur :	ERIO
Version du rapport :	1.0
Date de préparation :	02.12.2016

### Historique du document

Date	Version	Auteur(s)	Description
02.12.2016	1.0	ERIO	

©SERCo – Social Entrepreneurship for Roma Communities 2016

Avec le soutien du programme Égalité et Citoyenneté de l'Union européenne.

## Table des matières

Liste d'abréviations .....	4
Résumé .....	5
Description du projet .....	6
1. Entreprises sociales .....	8
1.1 Définition .....	8
1.2 Principales caractéristiques .....	8
1.3 Principaux domaines d'activité .....	8
1.4 Quelques exemples .....	9
2. Types d'entreprises sociales .....	10
2.1 Sociétés à finalité sociale .....	10
2.2 Entreprises d'insertion sociale.....	13
2.3 Organisations sans but lucratif .....	13
2.4 Fondations au service d'un intérêt public .....	15
3. Recommandations .....	18
3.1 Pour les communautés roms .....	18
3.2 Pour les acteurs institutionnels .....	18
4. Conclusions .....	19
5. Bibliographie .....	20

## Liste d'abréviations

<i>Abréviation</i>	<b>Explication</b>
<i>ASBL</i>	Association sans but lucratif
<i>BCE</i>	Banque Carrefour des Entreprises
<i>CEcop</i>	Confédération Européenne des coopératives industrielles et de services
<i>UE</i>	Union Européen
<i>FS</i>	A finalité sociale
<i>AG</i>	Assemblée générale
<i>ONP</i>	Organisation non-profit
<i>ONSS</i>	Office nationale de sécurité sociale
<i>SA</i>	Société anonyme
<i>SCRL</i>	Société coopérative à responsabilité limitée
<i>SERCo</i>	Entreprenariat social pour la communauté Roms
<i>SPF Justice</i>	Service Public Fédéral Justice
<i>SPRL</i>	Société privée à responsabilité limitée
<i>TVA</i>	Taxe sur la valeur ajoutée
<i>WISE</i>	Intégration au travail entreprise sociale

## Résumé

Ce rapport national rassemble des informations clés sur les différents types d'entreprises sociales et des lignes directrices concernant leur établissement dans le contexte national belge. Partie intégrante de l'objectif plus large du projet SERCo, qui promeut l'économie sociale en tant qu'instrument efficace pour l'intégration des Roms sur le marché du travail, cet ensemble de lignes directrices pour l'entrepreneuriat social rom représente un des objectifs principaux du projet.

Ce document donne tout d'abord une présentation du projet SERCo, détaillant ses objectifs et les résultats attendus, ainsi qu'une présentation des membres du consortium. La première partie du rapport fournit une définition générale des entreprises sociales ainsi qu'une brève description de leurs principales caractéristiques et domaines d'activité. La deuxième partie fournit plus de détails sur les différents types d'entreprises sociales opérant en Belgique et fournit des lignes directrices approfondies sur leur établissement. La troisième partie explique de manière plus détaillée la pertinence des entreprises sociales pour l'intégration des Roms sur le marché du travail et fournit des recommandations pour les communautés roms et les acteurs institutionnels.

## Description du projet

Le projet a pour but de résoudre le problème de l'inclusion économique et sociale des communautés Roms en appliquant le concept de l'économie sociale comme solution innovante pour réduire le risque de pauvreté et par l'encouragement de l'entrepreneuriat. Cela s'avère possible par le biais des actions suivantes :

- 1) en analysant le potentiel de l'application des pratiques d'économie sociale au sein des communautés roms, d'un point de vue social, économique et institutionnel ;
- 2) en impliquant les décideurs politiques, les fonctionnaires et les médiateurs roms de formation dans le développement d'entreprises sociales ; et
- 3) en assistant les initiatives d'entrepreneuriat social des Roms et promouvant l'économie sociale au sein des communautés roms et auprès du grand public.

Les partenaires du projet SERCo reconnaissent que l'entrepreneuriat social peut être une solution aux problématiques des Roms, car il :

- aide à résoudre certains des besoins existants au sein de cette communauté ;
- facilite la qualification pour un emploi ;
- utilise des ressources locales et permet l'émergence d'entrepreneurs supplémentaires ;
- supporte les métiers/artisanats traditionnels ;
- améliore le niveau de qualification et d'éducation ;
- Encourage la solidarité et conduit à l'amélioration des relations parmi les membres de la communauté ;
- Représente une méthode d'auto-apprentissage ;
- Permet l'emploi de personnes en situations difficiles.

6

Les principaux livrables du projet sont :

- Un guide pour l'entrepreneuriat social des Roms
- Un programme de formation adressé aux médiateurs
- Un mentorat individuel pour le développement d'entreprises sociales
- Un VLE pour l'apprentissage mutuel (Environnement d'Apprentissage Virtuel)
- Des Tables rondes & journées d'information
- Un réseau pour l'économie sociale des Roms

Le consortium de SERCo est composé par les partenaires suivants :

- Centre de recherche de l'Université du Pirée, [www.kep.unipi.gr](http://www.kep.unipi.gr), Grèce – Coordinateur du projet SERCo
- IDEA ROM ONLUS, [www.ideaom.it](http://www.ideaom.it), Italie
- CESIE, [www.cesie.org](http://www.cesie.org), Italie
- Bureau d'Information Européen sur les Roms - ERIO, [www.erionet.eu](http://www.erionet.eu), Belgique

- Centre pour le dialogue interethnique et la tolérance “AMALIPE”, [www.amalipe.com](http://www.amalipe.com), Bulgarie
- Fondation Pere Closa, [www.fundaciopereclosa.org](http://www.fundaciopereclosa.org), Espagne
- Fondation de la Tolérance et de l’Entraide (TMAF), Bulgarie
- Quatre éléments, [www.4-elements.org](http://www.4-elements.org), Grèce
- Association de promotion de l'inclusion sociale PAKIV (ACPSI PAKIV), [www.pakiv.ro](http://www.pakiv.ro), Roumanie

## 1. Entreprises sociales

### 1.1 Définition

En Belgique, la définition d'entreprise sociale ne fait pas l'unanimité. Des concepts, tels que « entreprise d'insertion sociale de travail » (WISE) et « économie sociale » sont plus largement utilisés à la place. En Flandre, les expressions « entreprise sociale » et « WISE » sont souvent utilisées indifféremment. En Wallonie, le terme de « économie sociale » est plus couramment utilisé.

Toutefois, les entreprises sociales peuvent être définies comme des « organisations dont la finalité ou l'objectif principal est social : elles doivent relever un défi sociétal ou atténuer un problème social d'un point de vue structurel, de même que s'attaquer aux problèmes sociaux multidimensionnels des groupes les plus vulnérables de la société. Deuxièmement, les entreprises sociales ont recours à une approche professionnelle, orientée vers le marché, en produisant des revenus propres, par la vente de services et / ou de produits<sup>1</sup>. »

### 1.2 Caractéristiques principales

Les entreprises sociales sont placées entre le « purement sans but lucratif » et le « purement à but lucratif ». Elles ont tendance à être financièrement plus autonomes et à suivre les modèles économiques, qui permettent un impact durable. Les entreprises sociales sont principalement axées sur une mission (non exclusivement sur un but lucratif), donc elles ont tendance à réinvestir tous les profits réalisés en vue d'augmenter de plus en plus leur impact social. La plupart des entreprises sociales en Belgique a un statut juridique à but non lucratif. Cependant, elles lui associent souvent un autre statut.

La taille moyenne de l'emploi varie selon les différents types d'entreprises sociales. Dans la catégorie WISE, les ateliers sociaux emploient entre 30 et 70 personnes ; les entreprises d'expérience professionnelle et d'insertion emploient jusqu'à 30 personnes. Les entreprises à finalité sociale emploient 8-12 personnes, les Associations autour de 33 personnes, environ 10 employés<sup>2</sup> les coopératives.

### 1.3 Principaux champs d'activité

La plupart des entreprises sociales en Belgique agissent dans plusieurs domaines d'activités. Ces derniers sont variés et vont du commerce à la construction, vente en gros et au détail, services communautaires et sociaux, Hôtels, restaurants, fabrication, santé, travail social et éducation. Toutefois, le champ d'activité principal est constitué par le secteur des affaires, qui couvre les services de recrutement/aide à la reconversion, l'entretien (nettoyage

---

<sup>1</sup> Page 6: [http://www.oksigenlab.eu/sites/default/files/selusi\\_belgium\\_full\\_report.pdf](http://www.oksigenlab.eu/sites/default/files/selusi_belgium_full_report.pdf)

<sup>2</sup> European Commission (2014) *A map of social enterprises and their eco-systems in Europe : Country Report : Belgium*



professionnel et jardinage) des bâtiments, la gestion informatique, les services<sup>3</sup> d'audit/conseil, l'impression et mél, la communication, le marketing et la publicité.

#### 1.4 Quelques exemples

En 2001, les pouvoirs publics ont mis en place un service de bons, visant à améliorer principalement le développement des emplois réguliers des personnes avec une faible qualification dans le domaine des tâches ménagères. Avec ce système, quiconque a besoin de services de ménage peut acheter des bons et obtenir à son tour des réductions d'impôts alors qu'il fait ses achats. Ce système contribue au développement du domaine d'intégration au travail.

---

<sup>3</sup> [http://www.oksgenlab.eu/sites/default/files/selusi\\_belgium\\_-full\\_report.pdf](http://www.oksgenlab.eu/sites/default/files/selusi_belgium_-full_report.pdf)

## 2. Types d'entreprises sociales

La mise en place d'une entreprise sociale implique un ensemble de procédures et d'exigences administratives à remplir, qui dépendent du type d'activité et de la forme juridique de l'entreprise.

Pour être travailleur autonome, il faut remplir les conditions légales suivantes :

- avoir 18 ans ou plus ;
- la jouissance des droits civils : les personnes jugées coupables d'un crime peuvent exercer leur activité pendant la durée de leur peine ;
- être juridiquement capable.

Seulement les gens qui n'ont pas la nationalité d'un État membre de l'espace économique européen doivent posséder une carte professionnelle pour devenir salarié en Belgique.

Des formalités spécifiques sont prévues pour certaines catégories de travailleurs indépendants. C'est le cas de toute capacité entrepreneuriale pour le commerce et les métiers de l'artisanat (connaissances de gestion de base et des compétences professionnelles), des conditions à remplir pour l'exercice ou l'usage d'un titre de profession libérale ou toute prestation individuelle, ainsi que pour obtenir des licences spécifiques et des permis.

10

Une aide supplémentaire peut être trouvée ici:

<http://www.infos-entreprises.be/fr/constituer-lentreprise-20>  
[http://economie.fgov.be/fr/binaries/Comment\\_s\\_installer\\_a\\_son\\_compte\\_tcm326-](http://economie.fgov.be/fr/binaries/Comment_s_installer_a_son_compte_tcm326-)

Il existe principalement quatre types d'entreprises sociales en Belgique. Ce sont :

- 1) Les sociétés à finalité sociale (CSP)
- 2) Les entreprises sociales d'intégration professionnelle (WISE)
- 3) Les organisations à but non lucratif (OBNL)
- 4) Les fondations qui servent un intérêt public

Ci-dessous, vous trouverez les définitions et les caractéristiques pour chaque type de ces entreprises sociales, ainsi qu'une explication des réglementations et des procédures nécessaires pour leur mise en service et incorporation juridique.

### 2.1 Sociétés à Finalité Sociale

#### A. Définition

Les entreprises à finalité sociale associent à un but social une activité commerciale et économique. Une société à finalité sociale n'est pas une nouvelle forme de société, mais plutôt un statut juridique. Par conséquent, elle peut être rattachée à l'une des formes

juridiques classiques prévues par la loi commerciale. Depuis 1996, les entreprises peuvent être appelées « sociétés à finalité sociale », si elles ne visent pas à enrichir leurs membres et si leurs statuts respectent une série de conditions.

## **B. Caractéristiques**

Les statuts des sociétés à finalité sociale doivent définir leur objet social et doivent aussi préciser que les associés n'entendent avoir aucun avantage patrimonial ni en tirer profit. Au cas où la société aurait des profits, ceux-ci ne peuvent pas être distribués entre les associés, mais ils doivent être utilisés dans la manière la plus proche de l'objet social de la société. Les statuts doivent mentionner également que chaque travailleur doit avoir la possibilité de devenir un partenaire dans un délai d'un an depuis son arrivée dans l'entreprise.

## **C. Règlement**

Les entreprises à finalité sociale devront ajouter dans leurs statuts les mots « objet social ». Les sociétés à finalité sociale ne sont pas soumises à un régime fiscal spécial. Par conséquent, elles sont en principe soumises aux règles habituelles concernant la définition de l'applicabilité de l'impôt des sociétés ou des personnes morales. Il existe une exception lorsque l'entreprise s'engage à ne pas verser de dividendes et elle est reconnue comme une entreprise fédérale d'insertion. Il existe des formes commerciales possibles pour ce type de société et chacune a besoin d'avoir un budget initial spécifique pour son organisation : SA FS (61,500€), SPRL FS et SCRL FS (18,550€ chacun).

11

## **D. procédure pour sa constitution juridique et sa procédure de démarrage**

Ci-dessous vous trouverez les étapes à suivre pour la mise en place d'une société à finalité sociale. Les coûts de son établissement sont également fournis.

### *1. Démontrer les compétences de gestion de base*

La personne qui va gérer la société (p. ex. gestionnaire, directeur général) a besoin de prouver ses connaissances de gestion.

### *2. Ouvrir un compte bancaire*

La personne responsable du management de la compagnie (manager ou directeur managérial) doit ouvrir un compte bancaire au nom de la société, distinct de son compte privé. Cela vaut également pour la société unipersonnelle. Ce compte bancaire devrait être mentionné sur toute correspondance d'affaires, factures et documents officiels de la société.

### *3. Statuts*

Le projet de statuts avec les caractéristiques de la future entité - par exemple le type d'entité, le nom et le siège du bureau. Les statuts peuvent être préparés par le notaire.

#### 4. *Plan financier*

Les fondateurs doivent établir un plan financier, à signer et à remettre au notaire le jour de l'acte. Au moment de la création, la société doit avoir un capital suffisant pour permettre la mise en œuvre normale de ses activités pour une période de deux ans. Par exemple, le capital minimum pour le FS de SA est 61,500€ et SPRL FS et SCRL FS est 18,550€ chacun.

#### 5. *Certificat de la Banque*

Les fondateurs doivent donner au notaire une attestation bancaire qui démontre qu'un compte spécial (séparé du compte d'affaires qui servira pour les activités de la société) a été ouvert au nom de la nouvelle société. Ce compte bancaire spécial devrait inclure les dépôts des partenaires pour la société, qui seront bloqués jusqu'à ce que le notaire fournisse un certificat à la Banque, informant que la société a été établie et enregistrée au Tribunal de commerce.

#### 6. *Rapport d'évaluation*

Un rapport d'évaluation spéciale doit être établi par un commissaire aux comptes et un autre rapport sera adopté par les fondateurs eux-mêmes. Ces rapports contiennent une évaluation du capital de la société.

#### 7. *La loi constitutionnelle – les statuts*

Une fois toutes ces étapes franchies, les fondateurs signent la constitution de leur société avec le notaire et approuvent ses statuts.

#### 8. *Enregistrement au greffe du tribunal de commerce*

Une fois la loi constitutionnelle signée, le notaire est chargé de l'enregistrement de la société, qui se fait au greffe du tribunal de commerce. Le notaire est responsable de la publication au journal officiel Belge de l'extrait de la loi constitutionnelle de la compagnie. La loi constitutionnelle peut être déposée par voie électronique avec la registration (e-Greffe) ; cette procédure est plus rapide, moins coûteuse et permet une attribution immédiate du numéro d'entreprise.

#### 9. *Inscription à la Banque Carrefour des Entreprises*

L'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) doit être faite lorsque l'acte constitutionnel est rendu au greffe du tribunal de commerce. Le notaire peut aussi le faire.

#### 10. *Numéro d'Entreprise*

Le numéro d'entreprise est délivré par le greffe du tribunal de commerce. Il est activé via l'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises. Ce numéro deviendra également le numéro de TVA et le numéro de membre de l'ONSS (sécurité sociale) de la société.

L'établissement comporte les dépenses suivantes :

Notaire : 750 € -1000 €

Droits d'auteur: jusqu'à 95 €

Frais d'inscription : 25 €

Pour remplir l'acte constitutionnel : 183.80 € (version papier) 132.74 € (version électronique)

Numéros d'enregistrement et de TVA: 82.50 €

Projet de plan financier par un comptable (facultatif): environ 500 €

Capital minimum: SA FS (61.500 €), SPRL FS (18.550 €) et SCRL FS (18.550 €)

## 2.2 Entreprises d'insertion sociale (WISE)

### A. Définition

Les entreprises sociales d'intégration au travail sont des « entités économiques autonomes dont l'objectif principal est l'intégration professionnelle des personnes confrontées à de graves difficultés sur le marché<sup>4</sup> du travail ». L'intégration au travail se fait grâce à l'activité productive et au suivi personnalisé ou à la formation de travailleurs potentiels.

### B. Caractéristiques

La caractéristique la plus originale des WISE est que cette organisation économique sert un but explicitement social, au service des groupes désavantagés sur le marché du travail. Les WISE sont actifs dans différents secteurs: main-d'œuvre (bâtiment, menuiserie, etc.), environnement, déchets de recyclage et produits d'emballage. Il existe plusieurs types de WISE en Flandre: les entreprises d'insertion professionnelle (invoegbedrijven des IB), les ateliers sociaux (sociale werkplaatsen ou SWP), les ateliers sociaux (werkplaatsen ou SWP) et les centres de travail (arbeidszorgcentra ou AZC). En Wallonie, il existe des entreprises de formation par le travail (EFT), des entreprises d'insertion (IE) et des entreprises de travail adaptées.

13

## 2.3 Organisations sans but lucratif

### A. Définition

Une association sans but lucratif (ASBL) est une structure qui ne s'engage pas dans des opérations industrielles ou commerciales et ne cherche à procurer aucun gain matériel pour ses membres. Un organisme sans but lucratif est un groupe de personnes physiques ou morales qui ont une activité sans poursuivre de but lucratif.

### B. Caractéristiques

Un organisme sans but lucratif doit être composé d'au moins trois personnes. Les membres d'un ASBL ne peuvent bénéficier d'aucun avantage matériel. Les ASBL doivent avoir des statuts définis, avec des articles représentant les principes de base de l'organisation. Les

---

<sup>4</sup> Page 3 [http://emes.net/content/uploads/publications/PERSE\\_4\\_Trans-ENG.pdf](http://emes.net/content/uploads/publications/PERSE_4_Trans-ENG.pdf)

ASBL n'ont pas besoin d'être établies. Cependant, elles doivent remplir un certain nombre d'obligations comptables. Elles doivent avoir un conseil d'administration et des membres d'une assemblée générale.

### **C. Règlements**

Les organisations à but non lucratif (ASBL / VZW) doivent s'inscrire auprès de la Banque Carrefour des Entreprises / Kruispuntbank van Ondernemingen. Le siège social du bureau enregistré doit être situé en Belgique. Elles reçoivent un numéro d'enregistrement qui doit être inclus sur tous les documents officiels. Si les activités de l'organisation à but non lucratif sont à finalité non lucrative, l'ASBL / VZW n'est soumise qu'à l'impôt sur le revenu des personnes morales. Toutefois, les ASBL / VZW sont soumis à l'impôt sur les sociétés si elles poursuivent une activité commerciale à titre principal. Les ASBL / VZW sont également assujetties à la TVA, bien qu'elles soient généralement exonérées.

### **D. Procédure d'incorporation légale et de démarrage**

Vous trouverez ci-dessous les étapes à suivre pour créer une organisation à but non lucratif. Les coûts de son établissement sont également prévus. Établir une ASBL ne nécessite pas d'acte notarial.

#### *1. Fondateurs / Assemblée Générale*

Il est nécessaire d'avoir au moins 3 membres fondateurs, qui feront partie de l'Assemblée générale (AG). Les membres de l'AG sont responsables de la prise de décisions concernant le présent et l'avenir de l'ASBL. Dès que l'AG est ouverte, les membres fondateurs devraient définir les critères d'adhésion. Toute personne qui répond à ces critères pourra faire partie de l'AG.

14

#### *2. Conseil d'administration*

L'AG doit choisir des membres pour le conseil de l'ASBL. Étant donné que la composition du conseil d'administration est ouverte, l'AG doit définir ses critères d'adhésion et les inclure dans les statuts.

#### *3. Statuts*

Rédiger les statuts avec les caractéristiques de la future ASBL. Les statuts peuvent être préparés par les fondateurs et ne nécessitent pas de notaire. Les statuts doivent comprendre: le nom complet de l'organisation; l'adresse de son siège statutaire et la ville où elle est située; le but de l'organisation; une distinction (le cas échéant) entre les membres actifs (au moins trois) et les membres non actifs; les noms, adresses et nationalités des fondateurs; la cotisation maximale; les conditions de nomination des administrateurs; la procédure de modification des statuts; les personnes responsables de la gestion des comptes et des budgets; ce qui arrivera au capital en cas de liquidation de l'organisation; les pouvoirs de l'assemblée générale. Les statuts doivent être enregistrés par écrit et rédigés en néerlandais ou en français.

#### *4. Enregistrement au greffe du tribunal de commerce*

Une fois l'acte constitutionnel signé, le notaire est chargé de l'enregistrement de l'ASBL qui se fait au greffe du Tribunal de commerce. Le notaire est responsable de la publication au Journal officiel belge de l'extrait de l'acte constitutionnel de l'ASBL, ainsi que de la liste du conseil d'administration. La loi constitutionnelle peut être déposée électroniquement avec le e-Registre (e-Greffe); cette procédure est plus rapide et moins coûteuse et permet une attribution immédiate du numéro de l'ASBL. La liste des membres doit être déposée pendant le mois suivant la publication des statuts au greffe du tribunal de commerce.

#### *5. Ouvrir un compte bancaire*

L'un des fondateurs de l'ASBL doit ouvrir un compte bancaire au nom de l'organisation, séparé de son compte privé. Ce compte bancaire doit être mentionné sur toutes les correspondances, factures et tous les documents officiels de l'ASBL.

#### *6. Inscription à la Banque Carrefour des Entreprises*

L'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) doit être effectuée lorsque l'acte constitutionnel est enregistré au greffe de la Cour de commerce. Le notaire peut aussi le faire.

#### *7. Numéro d'Entreprise*

Le numéro d'entreprise est délivré par le greffe du tribunal de commerce. Il est activé via l'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises. Ce numéro deviendra également le numéro de TVA et le numéro de membre à l'ONSS (sécurité sociale) de l'ASBL. Les ASBL sont généralement exonérées de la TVA.

On estime que la mise en place comprend les coûts suivants :

Frais d'inscription : 25 €

Pour remplir l'acte constitutionnel : 183.80 € (version papier) 132.74 € (version électronique)

Numéros d'enregistrement et de TVA: 82.50 €

Capital minimum : pas de capital minimum

### **2.4 Fondations au service d'un intérêt public**

#### **A. Définition**

Une fondation est constituée par un acte juridique d'une ou de plusieurs personnes (naturelles ou légales) dans lequel des actifs sont affectés à la réalisation d'un certain but à finalité non lucrative. Le but non lucratif d'une fondation d'intérêt public doit être de nature philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique ou culturelle. L'obligation légale d'affecter des actifs à la réalisation d'un certain but à finalité non lucrative n'interdit pas le développement d'activités commerciales ou économiques (si certaines conditions sont remplies). Le cadre juridique des Fondations en Belgique est fixé par la Loi 51/2002.



## **B. Caractéristiques**

Les fondations qui servent un intérêt public doivent être constituées par acte et certaines informations sont nécessaires. Elles doivent également obtenir un décret royal de reconnaissance. Les fondations doivent poursuivre une des finalités suivantes: philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, éducative ou culturelle. Les fondations sont autorisées à développer des activités économiques et commerciales sans limite légale, en ce qui concerne la quantité. Cependant, ces activités ne devraient être développées que pour atteindre un but altruiste. Les fondations n'ont pas de membres, elles sont administrées par un conseil composé de 3 personnes au moins et qui peut accomplir toutes les tâches nécessaires pour atteindre les objectifs de la fondation. Le capital initial d'une fondation doit être suffisant pour assurer sa viabilité. La fondation doit se conformer à un certain nombre d'obligations comptables.

## **C. Règlements**

Les fondations qui servent un intérêt public sont des entités privées créées par un ou deux particuliers. Ils ne peuvent pas assurer du gain matériel pour les fondateurs ou les administrateurs, ou toute autre personne.

## **D. Procédure pour son incorporation légale et sa procédure de démarrage**

Vous trouverez ci-dessous les étapes à suivre pour mettre en place une fondation servant un intérêt public. Les coûts de son établissement sont également prévus. Les fondations qui servent un intérêt public doivent être établies par un acte. Par conséquent, il est nécessaire de s'adresser à un notaire.

### *1. Démontrer des compétences de base en gestion*

La personne qui gèrera la société (par exemple, le gestionnaire, le directeur général) doit prouver sa connaissance en matière de gestion.

### *2. Conseil d'administration*

Une fondation ne comprend pas les membres. Elle est administrée par un conseil d'administration composé de 3 personnes au moins, qui peuvent effectuer tous les actes nécessaires à la réalisation des objectifs de la fondation.

### *3. Statuts*

Rédaction des statuts avec les caractéristiques de la future fondation. Ces renseignements devraient comprendre: a) le nom complet, l'adresse, la date et le lieu de naissance de chaque fondateur ou, s'il s'agit d'une corporation, le nom, la forme juridique et l'adresse du siège social; b) le nom de la fondation; c) la description précise des objectifs pour lesquels elle est créée et des activités qu'elle entend mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs; d) l'adresse du siège de la fondation, qui doit être situé en Belgique; e) la méthode de nomination, de révocation et de cessation des fonctions des administrateurs, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer; f) le cas échéant, le mode de nomination, de



licenciement et de cessation de fonctions des personnes autorisées à représenter la fondation, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer; g) le cas échéant, le mode de nomination, de congédiement et de cessation de fonctions des délégués à la gestion quotidienne de la fondation, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer; h) les conditions dans lesquelles les articles peuvent être modifiés; et i) le mode de règlement des conflits d'intérêts.

#### *4. Décret royal de reconnaissance*

La fondation doit également obtenir un décret royal de reconnaissance. La SPF Justice est responsable de la reconnaissance de la fondation, qui acquiert un statut juridique lors de la signature de l'arrêté royal de reconnaissance. Pour ce faire, les documents suivants doivent être envoyés à la SPF Justice: a) une copie certifiée conforme de l'acte de constitution de la fondation où le capital fourni par le fondateur est mentionné dans le préambule; b) une motion demandant l'octroi de la personnalité juridique au ministre de la Justice mais annexée aux autres documents; c) la liste des membres du Conseil: nom, date, lieu de naissance et adresse; Pour les personnes morales: nom, forme juridique et siège social (si cela n'a pas été inclus dans l'acte).

#### *5. Publication d'un décret royal de reconnaissance au Moniteur Belge*

Ce n'est que lorsque la fondation a reçu l'arrêté royal qu'elle devrait publier cette décision dans le Moniteur belge.

#### *6. Enregistrement au greffe du tribunal de commerce*

Une fois l'arrêté royal signé, l'administration envoie quatre copies au notaire, au conseil ou à la fondation. Une des quatre copies doit être communiquée au greffe du tribunal de commerce du district où la fondation a son siège, ainsi que les autres documents. Le décret royal peut être déposé électroniquement avec l'e-Registre (e-Greffe). Cette procédure est plus rapide et moins coûteuse.

#### *7. Ouvrir un compte bancaire*

L'un des fondateurs de l'association doit ouvrir un compte bancaire au nom de l'association, séparé de son compte privé. Ce compte bancaire doit être mentionné sur toute correspondance commerciale, factures et tous les documents officiels de l'association.

On estime que la mise en place comprend les coûts suivants:

Notaire: 750 € -1000 €

Droits d'écriture: jusqu'à 95 €

Frais d'inscription : 25 €

Pour remplir l'acte constitutionnel : 183.80 € (version papier) 132.74 € (version électronique)

Numéros d'enregistrement et de TVA: 82.50 €

### 3. Recommandations

Le manque général d'intégration des communautés roms dans les pays où elles résident les empêche d'accéder au marché du travail et donc d'entrer dans les circuits de l'économie légale. Ce manque d'intégration est à la fois lié à la discrimination et à l'exclusion auxquelles ils sont confrontés et, dans une certaine mesure, à la façon dont certaines communautés sont organisées. Par conséquent, le niveau d'éducation et de qualification étant très faible chez les Roms, ils sont en partie invisibles aux organisations favorisant l'économie sociale. Cette situation exclut toute collaboration efficace entre le secteur de l'économie sociale et les différentes communautés Roms et, par conséquent, de nombreuses opportunités de sortir de la pauvreté et de la marginalisation sont gâchées. L'autonomisation des Roms à travers l'entrepreneuriat social et l'accès à une vie meilleure, tant sur le plan social que sur le plan économique, doit être considérée comme une situation gagnant-gagnant dans la mesure où autant les Roms que les non-Roms ont beaucoup à gagner. Pour les sociétés où les Roms résident, cela pourrait être un excellent moyen de stimuler et dynamiser l'économie locale et créer une activité économique pour les non-Roms. Pour les Roms, cela pourrait comporter un meilleur accès aux services publics et le gain de confiance des Institutions et de la société. Tout commence par l'amélioration de la collaboration, de l'information, de la formation et des connaissances. Plus concrètement, les mesures suivantes devraient être adoptées :

#### 3.1 Pour les communautés Roms

- Il convient de sensibiliser et d'informer sur les réseaux d'économie sociale afin que les Roms connaissent le secteur de l'économie sociale ;
- Les Roms doivent être encouragés et des campagnes de sensibilisation doivent être mises en place dans leurs communautés, pour convaincre les gens à envoyer leurs enfants à l'école.

#### 3.2 Pour les acteurs institutionnels

- Réduire la complexité administrative et les obstacles à l'entrepreneuriat, y compris le fardeau administratif de la recherche de subventions ;
- Faire un meilleur usage des fonds disponibles, y compris des fonds de l'UE, pour promouvoir les entreprises sociales roms ;
- Une volonté politique plus forte est nécessaire pour améliorer l'intégration des Roms dans le domaine de l'économie sociale et dans la société en général ;
- Le secteur de la coopération, avec des organisations comme Ashoka ou la CECOP, devrait être convaincu de mettre en œuvre un programme conçu spécifiquement pour les Roms et de soutenir les groupes cibles au sein des Roms.

## 4. Conclusions

La situation de l'entrepreneuriat social en Belgique est complexe et diversifiée. Les entreprises sociales en Belgique s'appuient principalement sur des recettes propres, suivies du financement par subvention. Elles sont principalement actives dans le domaine de l'emploi pour les travailleurs défavorisés. D'autres domaines comprennent la santé, le soutien communautaire, le logement, le recyclage et le développement durable et l'énergie. Le nombre d'entreprises sociales croît et les compétences se déplacent vers les différentes régions. La législation nationale devrait être modifiée afin d'offrir une plus grande protection aux travailleurs indépendants et lutter contre l'exploitation, le travail non déclaré et la discrimination dans les pays en développement.



## 5. Bibliographie

European Commission “A map of social enterprises and their eco-systems in Europe. Country report: Belgium”, London, ICF Consulting Services, 2014.

King Baudouin Foundation “Mapping Social Enterprises in Belgium”, Propeller Open Innovation, 2013.

### Liens utiles :

- [http://economie.fgov.be/fr/entreprises/vie\\_entreprise/Creer/#.V\\_p0DyTiVE](http://economie.fgov.be/fr/entreprises/vie_entreprise/Creer/#.V_p0DyTiVE)
- <https://www.notaire.be/societes/asbl/caracteristiques-des-asbl>
- <http://justice.belgium.be/sites/default/files/downloads/ASBL-FR.pdf>

### Formulaires à remplir:

- [http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv\\_pub/form\\_f.htm](http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pub/form_f.htm)

### Coûts :

- [http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv\\_pub/tarif\\_f.htm](http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pub/tarif_f.htm)

### Statuts:

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/acte-de-constitution-les-statuts>

### Plan Financier:

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/le-plan-financier>
- <http://www.infos-entreprises.be/fr/etablir-un-plan-financier-299>

### Certificat Bancaire:

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/attestation-bancaire>

### Rapport d'évaluation:

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/rapport-des-fondateurs>

### Inscription au greffe du tribunal de commerce:

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/depot-au-greffe-du-tribunal-de-commerce>
- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/publication-au-moniteur-belge>

### Inscription à la Banque Carrefour des Entreprises :

- <https://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/immatriculation-a-la-bce>

### Numéro de l'entreprise:

- <http://www.notaire.be/societes/constitution-de-la-societe/immatriculation-a-latva>